

**Déclaration préalable au comité technique local du 17 janvier 2020
sur les suppressions d'emplois au 01/09/2020**

Monsieur le Président,

Après les vœux officiels d'hier, nous émettons à notre tour les nôtres :

- l'abandon du projet de réforme des retraites qui, rappelons le, n'a qu'un objectif financier et non pas d'égalité pour tous ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois. Nous demandons de plus la création de postes pour qu'enfin les agents travaillent dans de bonnes conditions et qu'il y ait un véritable Service Public de proximité et un traitement égalitaire de chaque citoyen-contribuable devant l'impôt ;
- une véritable revalorisation des traitements car nous vous rappelons que depuis 2010, le point d'indice n'a eu qu'une revalorisation de 1,6% alors que l'inflation pour la même période est d'environ 10%.
Ces deux derniers vœux prouvent que l'on peut financer la retraite en améliorant simplement la base des cotisations... ;
- la reconnaissance des risques psycho-sociaux dans la pénibilité....

Monsieur le Président,

Concernant le projet de nouveau réseau de « proximité », nous constatons avec plaisir qu'il est abandonné car depuis la version 3 de votre projet, aucune information ne nous a été transmise, ni aux agents lors des réunions au sujet de la nouvelle campagne de mutation. D'ailleurs, dans vos vœux sur Ulysse 07, vous parlez « d'évolutions significatives suite à la concertation » ce qui signifie que vous avez enfin pris en compte l'opposition des agents à ce projet confirmée par les nombreux jours de grève et les résultats de la votation, ainsi que l'opposition des contribuables et des élus.

Monsieur le Président,

Vous nous avez convoqués aujourd'hui pour nous « informer » des services touchés par les suppressions d'emplois au 01/09/2020.

Au-delà du fait que les services sont déjà dans une situation très difficile, nous vous rappelons que vos choix ont des conséquences sur la vie tant professionnelle que personnelle des agents . Pour preuve, suite à la suppression du poste de cadre A au Sie de Tournon au 01/09/2019, les collègues A du P.C.E. de Tournon qui souhaitaient rester dans la filière professionnelle, n'ont pas pu le demander lors du mouvement de mutation dernier, alors qu'avec la mise en place de votre nouveau réseau de proximité, ils vont être touchés de plein fouet par la disparition de leur service. Tragédie supplémentaire, ils voient l'arrivée d'un agent A stagiaire au 01/05/2020, ce qui de fait va leur supprimer la possibilité de demander le seul poste d'inspecteur encore vacant sur la résidence. Quel choix leur restera t'il alors? Suivre leur emploi sur Aubenas ou Privas? Déposer une mutation nationale sur un ou des départements en prenant le risque de se trouver affectés sur une résidence éloignée de leur centre de vie?

Comme d'habitude, vous prenez des décisions sans tenir compte de la réalité du terrain et ce sont les agents qui trinquent !

Monsieur le Président,

A l'heure où les agents de la DGFIP se battent contre le projet de retraite à points et contre le projet de nouveau réseau de proximité, il ne nous paraît pas concevable de siéger dans une instance où le « dialogue social » n'en est aujourd'hui plus un.

Dans les raisons qui motivent notre refus de siéger à ce Comité Technique Local, il faut ajouter aux éléments déterminants de ce contexte national nos questionnements quotidiens et plus locaux fruits des évolutions constatées.

En effet, Monsieur le Président, pourquoi siéger quand vous refusez sur la question du nouveau réseau de proximité de prendre en compte son rejet par les agents, par les contribuables et par les élus ?

Pourquoi siéger quand vous nous affirmez que toutes les destructions de nos missions sont bénéfiques tant pour les usagers que pour les agents et par conséquent pour notre service de proximité ?

Pourquoi siéger quand vous osez nous dire que vous fusionnez les services pour améliorer l'accueil des usagers ?

Pourquoi siéger quand les conditions de travail désastreuses des agents de l'Ardèche et leur surcharge de travail qui s'alourdit mois après mois vous indiffèrent ?

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, nous ne siégerons pas à ce CTL et continuerons à nous battre contre ces projets dévastateurs pour les conditions de travail des agents et le Service Public.

Les représentants Solidaires Finances Publiques

Frédéric Vidalence	Carine Royau	Joël Mounier
Sébastien Barret	Nadia Volle	Nathalie Dumas